

Emmanuel Chaco

Unique en son genre en RDC, le centre a été créé en 1987 pour recevoir aussi bien les professionnels du sexe que les autres groupes stigmatisés dans le pays, comme les homosexuels souffrant du SIDA ou d'infections sexuellement transmissibles (IST). Selon les statistiques du Centre IST, il reçoit en moyenne 700 professionnels de sexe, hommes et femmes confondus, qui reçoivent gratuitement les soins et les conseils d'experts.

Mais, «le centre n'a plus de fonds de fonctionnement, les fournitures en médicaments, dont les anti-rétroviraux pour la prise en charge des sidéens, ont baissé», affirme son médecin-chef, Dr Noé Mabanza. Il ajoute à IPS: «Les salaires naguère modiques sont de plus en plus difficiles à payer au personnel qui assiste les malades, notamment par des conseils; le fonctionnement des laboratoires et l'entretien des installations sont devenus très difficiles...»

Victor Makwenge Kaput, ministre de la Santé publique, déclare pour rassurer les patients: «Avec l'aide des partenaires, le pays s'est doté d'un plan d'actions qui pourra contribuer à améliorer la situation de tous les sidéens et des personnes malades d'IST. Ce plan est évalué à 4,918 milliards de dollars jusqu'en 2014, avec 39,4 pour cent affectés à la prévention, 33,9 pour cent à la prise en charge, 7,7 pour cent à l'atténuation de l'impact et 19 pour cent au soutien du programme national de santé».

Ce plan couvre plusieurs axes dont «la réduction de la transmission par le renforcement de la prévention, la réduction du comportement sexuel à risque dans les groupes vulnérables, l'amélioration de l'accès aux soins et traitement, l'atténuation de l'impact socioéconomique du VIH et du SIDA, la lutte contre la stigmatisation et la discrimination au sein de la population...»

En attendant l'exécution de ce plan, Mabanza affirme que «les personnes reçues au centre sont prises en charge par des médecins pour les examens médicaux de routine ou pour des examens spécifiques, elles reçoivent des médicaments ainsi que des conseils nécessaires touchant à leur comportement sexuel de la part des experts de la maison».

Tirant la sonnette d'alarme en particulier sur la situation difficile des personnes vivant avec le SIDA en RDC, le Bureau des affaires humanitaires des Nations Unies indique que «les femmes professionnelles du sexe sont le groupe le plus touché dépassant les 15 pour cent de l'ensemble des malades, suivies des femmes déplacées de guerre (7,6 pour cent) et des femmes militaires (7,8 pour cent), des camionneurs (3,3 pour cent) et des miniers (2,4 pour cent)».

«La fermeture du centre jettera des milliers de malades de SIDA et des malades portant des IST sur la rue. J'ai plusieurs fois été soignée dans ce centre. J'ai gratuitement fait des examens et reçu des antibiotiques», affirme Joyce Malambu, professionnelle de sexe à Matonge, un quartier très populaire de la capitale de la RDC.

Amie de Malambu et professionnelle de sexe aussi, Fify Bukasa, indique à IPS: «La dernière fois que je suis venue faire le test du SIDA dans ce centre, le technicien de laboratoire m'a avertie qu'il n'y avait plus tous les produits nécessaires. C'est pourtant le seul endroit qui nous met en confiance, où nous nous sentons à l'aise entre nous, loin des regards des curieux, et où nous pouvons librement nous parler».

Plus ou moins rassurant, le directeur du centre explique que «la facturation de certains

services pourrait aider le centre à rentrer en possession de l'argent nécessaire, comme c'est le cas au Centre IST Victoire» basé aussi à Kinshasa, qui est presque du même genre, avec la différence qu'il appartient à l'ensemble de la population».

«Le Centre IST Victoire génère environ 4.000 dollars, qui contribuent à son fonctionnement et à la motivation du personnel par de petites primes», indique à IPS, son médecin-chef, Dr Franck Ngoma.

Mais, l'idée d'un paiement des services au Centre IST Matonge est formellement rejetée par Bukasa: «Il sera difficile de faire passer cette idée. Je crois même que c'est impossible puisque cela fait des années et des années que tout a toujours été gratuit ici. L'Etat doit continuer à appuyer les malades de SIDA et d'IST puisque c'est son devoir de soutenir les personnes vulnérables».